



Tous des trou d'cul? p. 4

Falardeau et le Canada Day, réactions et analyses dans le dossier sphincter



Conquérir grâce aux OGM p. 5

Clôde de Guise dévoile la stratégie derrière la politique agricole des États-Unis



Scandale des ADM p. 6

Comment réagir aux mensonges américains, selon Normand Baillargeon

Le Couac

Un drôle d'oiseau



Vol. 6 • n° 11

Août 2003

3,50\$



À cause du 11 septembre

Ainsi donc le secrétaire américain à la Défense, Donald Rumsfeld, aura fini par avouer que « la coalition n'a pas agi en Irak parce que nous avons découvert de nouvelles preuves dramatiques sur l'acquisition par l'Irak d'armes de destruction massive. Nous avons agi parce que nous voyions les preuves qui existaient à une nouvelle lumière, à travers le prisme de l'expérience vécue le 11 septembre 2001. » Tout devient tellement simple « à travers le prisme » du 11 septembre.

Pourquoi la guerre en Irak? À cause du 11 septembre.

Pourquoi l'abolition de certains droits fondamentaux? À cause du 11 septembre.

Pourquoi le déficit américain? À cause du 11 septembre.

Pourquoi la pauvreté aux USA? À cause du 11 septembre.

Pourquoi la peine de mort, même à des déficients mentaux? À cause du 11 septembre.

Pourquoi Georges Bush sera réélu? À cause du 11 septembre.

Pourquoi va-t-il pleuvoir samedi prochain? À cause du 11 septembre.

Il ne serait pas étonnant qu'on apprenne sous peu que le coup d'état au Chili le 11 septembre 1973 était une « frappe préventive » à cause du 11 septembre 2001...

SOUTENEZ UNE PRESSE LIBRE ET VIVANTE EN APPUYANT LE COUAC! ABONNEZ-VOUS! www.lecouac.org

La feuille de route de guerre

PAR PIERRE VADEBONCEUR



CONTINUONS DE SUIVRE la politique internationale des États-Unis d'un oeil systématiquement incrédule. C'est le moyen de tout comprendre avant bien d'autres puisque la propagande américaine, qu'il suffit de tourner à l'envers, éclaire malgré elle, paradoxalement, ce qu'elle cache aux populations.

Ne lâchons pas ce fil d'Ariane du mensonge. Un bout dépasse une fois de plus. Ce bout s'appelle la *feuille de route*. Celle-ci est en partie une initiative européenne, du reste. Les États-Unis poussent tant qu'ils peuvent là-dessus. La « pacification » de la Palestine. La « reconnaissance » officielle de celle-ci. La fin de la résistance terroriste palestinienne et l'arrêt des raids israéliens, espère-t-on.

L'arrêt de la violence, oui certes. Mais là n'est pas tout. Qu'est-ce que le projet signifie en outre? La soumission définitive de la Palestine. La reconnaissance d'un État palestinien impuissant, dûment désarmé, dominé, englobé. Sans force véritable aucune, pas même pour négocier vraiment. Autre avantage, la réduction définitive de cet abcès de fixation arabe, chose excellente pour les États-Unis et leur politique impé-

rialiste au Moyen-Orient. Enfin, au bout des « négociations », la mainmise irrévocable d'Israël sur les territoires conquis, occupés, colonisés.

La Palestine est au comble de l'épuisement. Même ses mouvements extrémistes, fin juin, début juillet, entraînent dans une trêve.

Vaincue, écrasée, la Palestine a-t-elle le moindre choix? Mais la solution occidentale du problème israélo-palestinien ne passera jamais par la justice. Le problème de la justice pour la Palestine ne sera plus jamais repris, ni corrigées les violences, politiques et militaires celles-ci, exercées sur elle depuis un demi-siècle. Il faudrait tout reprendre selon la justice, mais à l'évidence cela ne se fera pas.

Mais est-ce qu'on parle de cela? Où voyez-vous qu'on en parle?

Cette « feuille de route » ne mène à rien de la sorte. Je ne dis pas qu'elle ne mettra pas fin à ces horreurs: terrorisme, agressions militaires. Je dis seulement que la Palestine ne retrouvera ni ses moyens, ni ses populations dispersées, ni ses frontières d'avant

1967, ni la maîtrise de son destin. La Palestine « reconnue » sera fixée à demeure dans la sujétion la plus étroite.

La « feuille de route » fait sans aucun doute partie du plan hégémonique d'ensemble des Américains au Moyen-Orient et ailleurs. Cette route de paix fait partie intégrante de leur route de guerre. Il faut interpréter le tout comme une seule chose.

La « pacification » de la Palestine arrive d'ailleurs à point nommé. Cette carte de « paix », le moment est bien choisi pour la jouer. Car, depuis l'Irak, une fausse « paix » est dans l'air. L'Irak est conquis. Le fait est accompli. La page est tournée, malgré les séquelles. La « paix » règne (soi-disant) sur l'Afghanistan et sur l'Irak. Un nouvel ordre, quoi. Cela fait un climat apparent à mettre à profit. On oublie aisément ce qui s'est passé. L'opinion européenne tend à se calmer. Aujourd'hui, Washington n'a pas trop l'air (pour deux ou trois mois) de préparer résolument les prochaines agressions. Les États-Unis se posent maintenant en pacificateurs, profitant du silence provisoire

(Suite en page 2)

L'argent corrompt la télé

L'ARGENT-ROI est aux commandes de la télé. On se moque royalement de nous, pauvres téléspectateurs.

À Radio-Canada, de nouvelles têtes dirigeantes s'agitent, mais apparemment, personne dans cette boîte ne se pose les bonnes questions.

Il y en a pourtant une qui est fondamentale: la course aux cotes d'écoute correspond-elle à la mission de la télévision publique? La réponse est carrément non. Les contribuables financent la télé publique parce qu'elle est appelée à jouer le rôle d'un formidable agent d'éducation populaire. Elle doit donc viser la qualité et la richesse culturelle de son contenu. Radio-Canada n'a pas le droit de gaspiller nos impôts dans une vaine concurrence avec la télé privée.

Voilà un domaine où les États-Uniens, dont nous aimons bien critiquer le matérialisme capitaliste, nous donnent pourtant le bon exemple, avec le Public Broadcasting System (PBS). (« Public » signifie ici communautaire plutôt qu'étatique.) Je sais qu'il est de mise, à Radio-Canada, de rejeter toute comparaison avec le PBS. C'est bien à tort. Avec des moyens modestes, le PBS réussit à offrir une bonne programmation, en pigeant à droite et à gauche, notamment en empruntant des émissions à la British Broadcasting Corporation (BBC) qui est peut-être la meilleure télévision au monde.

Le nombre et la durée des messages commerciaux à la télé de Radio-Canada sont proprement scandaleux. S'ils sont conformes aux normes du Conseil de la radio-télévision canadiennes (CRTC), cela ne signifie qu'une chose: ces normes sont trop relâchées.

L'obsession des cotes d'écoute a transformé le bulletin de 18 h, qui devait être le résumé des informations de la journée, en un ramassis de faits divers: chiens écrasés, affaires de cour et le reste, comme dans les journaux jaunes. On peut se reprendre une heure plus tard au Réseau de l'information (RDI) qui présente une émission appelée « le monde ».

Mais le RDI aussi se commercialise. Il a adopté une technique très répandue ailleurs et qui consiste à diffuser au bas de l'écran un ruban d'informations. Comment peut-on lire ce ruban et porter attention en même temps à l'émission en cours? On découvre ici l'influence de l'argent-roi. Lorsqu'apparaît un message commercial, le ruban d'informations disparaît. Il ne faut pas distraire le téléspectateur lorsqu'on tente de le convaincre de dépenser. Le distraire du reste de la programmation, ça n'a pas d'importance. On se moque de nous.

La télé privée aussi, cela va de soi, se moque de nous. Les câblo-diffuseurs, par exemple, offrent aux Québécois les émissions de la télé ontarienne en anglais (TVO) (sauf à Québec), mais pas celles de la télévision ontarienne en français (TFO) qui propose pourtant, et de loin, le meilleur choix de films. Cela ne s'explique que par une méchante querelle.

Mais laissons la télé privée tranquille, tant qu'elle ne pige pas dans nos impôts. Ou serait-ce déjà fait?

PIERRE DE BELLEFUEILLE

Les dindons de la farce

Selon Gilbert Juste pour rire Rozon: « Très peu d'artistes s'intéressent à tenir des propos intelligents parce que pour bien faire ça, cela prend de la culture générale, de l'expérience, de l'ouverture d'esprit. Ce qui est assez rare » (*Le Devoir* 18-7).

Donc, le ministère de la Culture subventionne les incultes de l'écurie Rozon à coup de millions tous les ans sans poser de questions, alors que les artistes doivent remplir d'interminables formulaires pour obtenir, du même ministère, d'occasionnelles subventions équivalentes au salaire minimum. On pourrait dire de ces derniers qu'ils sont les dindons de la farce.

Énigme

Qui a suicidé David Kelly, le spécialiste britannique des armes bactériologiques?

Un terroriste contre un abonnement!

L'équipe du *Couac*, soucieuse de bâtir un monde plus sécuritaire pour ses lecteurs et lectrices de demain, vous propose une offre exceptionnelle, d'une durée illimitée. Ramenez-nous mort ou vif Saddam Hussein, le mollah Omar ou Ben Laden, et vous gagnez un abonnement d'un an au mensuel *Le Couac*! Attention, une même personne ne peut cumuler plusieurs prix. Ce concours respecte les normes de Loto-Pentagone.



La feuille de route de guerre

(Suite de la page 1)

des canons et tenant un discours lénifiant comme à la conférence d'Evian. Tout cela fait un nuage d'illusions. Cela respire la paix. C'est faux.

Voyons un peu, d'un coup d'oeil, les articulations réelles de ce scénario général. Il est important d'en distinguer l'enchaînement: (1) «paix» en Palestine, «reconnaissance» de la Palestine; (2) conquêtes américaines récentes au Moyen-Orient définitivement entérinées, mises au passé, comptabilisées maintenant dans la colonne de la «paix»; (3) prochaines poussées belliqueuses de l'impérialisme américain dans cette grande région et ailleurs, plus tard. (1) et (2) sont nécessaires pour le numéro (3) et ont un strict rapport de nécessité avec lui. Cela se lit comme une seule phrase.

Si l'on parle de «feuille de route», c'est celle-là plutôt et il n'y en a pas d'autre. «Pacification» de la Palestine comprise, cette feuille de route est en réalité celle de la poursuite des invasions.

Voir des bidous et rien d'autre

L'hebdo Voir, ce joli gaspillage de papier de plus en plus épais dans tous les sens du terme, publiait dans son ignoble cahier V du 19-06 un reportage photo sur la mode plein air. On y citait la nouvelle succursale de la Mountain Equipment Coop 11 fois pour quatre photos, en «oubliant» toutefois le mot Coop. L'entreprise coopérative qui a une éthique sociale et demande à ses fournisseurs de bien traiter ses employés était ainsi déparée de ce qui la distingue des autres capitalistes. Interrogé à ce propos, le responsable du marketing s'est trouvé très étonné, surtout qu'il est toujours spécifié aux journalistes que l'entreprise est une coopérative. Chez Voir, on dit que c'est une erreur de la styliste, que ça n'a pas été remarqué à la correction du cahier et que, de toutes façons, on mentionnait ailleurs que c'est une coopérative...

Rumeur

Oussama Ben Laden, le mollah Omar et Saddam Hussein auraient été aperçus, se fendant la gueule et se tapant sur les cuisses, au Festival juste pour rire.

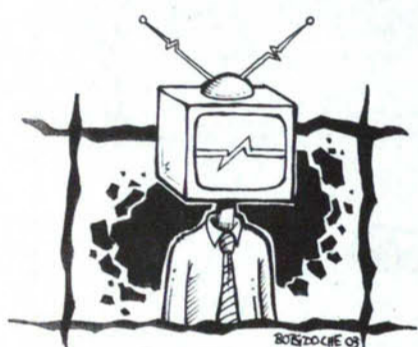
ABONNEZ-VOUS!
www.lecouac.org

Vehicules de pollution massive



L'industrie automobile s'est payé une belle façade «indépendante» (front group) pour défendre les pòvres propriétaires de véhicules utilitaires sport contre les attaques «venimeuses» des méchants «extrémistes» qui les «démonisent». www.suvoa.com

COURRIER DES LECTEURS



Radio-Canada aussi bas que TQS

La télé de Radio-Canada (entre autres) m'ennuie désormais, et de plus en plus.

C'est devenu de la VARIÉTÉ tout le temps, hormis quelques (de plus en plus) rares émissions d'informations axées sur le savoir, l'intelligence et/ou la culture. Et même quand vous présentez de bons films (et notamment autre chose que des films étatsuniens bourrés de violence et d'effets spéciaux, faute de scénarios solides) – ce qui est d'ailleurs assez rare aussi – je ne prends même plus la peine de les écouter tellement ils sont truffés de publicités jusqu'à l'insupportable. Or j'ai abandonné TVA et TQS pour ces raisons mêmes, il y a de cela plusieurs années déjà... (pour ces motifs certes, mais de façon plus générale pour la mauvaise qualité de la programmation également. Et maintenant, Radio-Canada est devenue à peine supérieure sur ce plan). (...)

Il reste Télé-Québec: quelques bonnes séries, comme «La Culture dans tous ses états», et une solide filmographie (sans pubs, mais hélas un peu répétitive au fil des ans). Bref, je ne passe plus que quelques heures par semaine devant la télé.

Étonnant. Car c'est nulle autre chose que la médiocrité de celle-ci qui m'a littéralement «envoyé jouer dehors». C'est mon taux de cholestérol qui peut-être un jour vous en sera reconnaissant...

Ahurissant tout de même, avouons-le: c'est le contenu et les manières mêmes de la télé qui sont parvenus à dégoûter un véritable téléphage. Et visiblement, personne en autorité au sein des dites chaînes pour s'en rendre compte. Mystère... (...)

Louis Gauthier

Pas d'artistes engagés dans l'humour?

Grassement subventionnée, l'industrie de l'humour a pour mission de divertir, comme dans diversion, faire dévier de l'essentiel. Un peuple qui réfléchit est dangereux. Pour l'occuper et éviter qu'il se questionne, il faut lui offrir du pain et des jeux, dit-on. À défaut du premier, on endort le peuple en le gavant d'humour insipide. Qui dort dîne...

L'humour sérieux ou engagé n'est pas pour nous, sous prétexte que les humoristes souffrent d'inculture, et que le peuple a le quotient intellectuel d'une goutte d'eau. Le mépris à l'égard du public est tel que les émissions d'humour sont truffées de rires enregistrés. Entre deux jeux télévisés, des meneurs de clacs sont engagés pour jouer les spectateurs de shows, ayant pour tâche de chauffer les auditoires avec leurs faux rires, gras et agricoles... Sommes-nous si bêtes?

Dans une société où les rires et les applaudissements sont également «contrôlés», est-il quand même possible de rire de tout? Oui, si le contenu est approuvé par Rozon, le Bernie Ecclestone de l'industrie du rire. (...)

Michel Bédard

Retour sur les garderies à 5\$

J'ai été très surpris par l'article de Martin Petit sur «les

garderies à 5\$». «Dès septembre 1997, cette mesure constituait un recul pour les gens les plus pauvres d'entre-nous.» Je pense que l'auteur devrait revenir sur son article en ayant un point de vue beaucoup plus général. En effet, les garderies concernent aussi tous les enfants en bas âge qui, avant 5 ans, ne sont pas (je crois) concernés par les places en milieu scolaire. Et pour ces enfants, je n'ai jamais vu de place à 15\$ par jour! Prenons mon cas particulier: ma conjointe et moi-même étions tous les deux aux études en 2000 et nous n'avions pas de place pour notre fille dans un Centre de la Petite Enfance. Résultats: nous devions payer 35\$ par jour pour une garderie privée (soit 9100\$/an). Évidemment, le retour d'impôts l'année suivante a été énorme mais pendant un an et quelques mois, il a fallu vivre avec pas grand chose, ou plutôt avec des cartes de crédit pleines (on devient de bons clients pour Visa, MC et Amex!) et même un emprunt (pas facile à obtenir)! Ensuite, nous avons eu une place à 5\$ heureusement! Évidemment ce système n'est pas parfait (notamment au niveau des crédits d'impôts fédéraux), mais il se rapproche du système scolaire public avec un service unique qui ne dépend pas du milieu social de l'enfant. Le financement doit se faire par les impôts (et les gens fortunés en payent plus). Sans carte de crédit ou prêt, j'aurai dû certainement arrêter mes études pour garder ma fille à la maison alors que payer 25\$ par semaine était beaucoup plus réaliste.

Pierre Dewey-Dell

Écrivez-nous!

Le Couac publie les courts commentaires de ses lecteurs. Le courrier électronique demeure la meilleure façon (texte@lecouac.org) Sinon une disquette par courrier postal: Le Couac, CP. 129 Succ. de Lorimier, Montréal (Québec) H2H 2N6. Télécopieur: (514) 521-5599.

Le Couac

c.p. 129 succ. de Lorimier, Montréal, Québec, H2H 2N6
Téléphone : (514) 521-5499
Télécopieur : (514) 521-5599

Fondé en 1997 par Pierre de Bellefeuille et Jean-François Nadeau

Rédacteurs en chef: Bruno Dubuc, David Ledoyen

Collaborateurs: Bob L'Aboyeur, Charles-Antoine Bachand, Normand Baillargeon, Pierre de Bellefeuille, Jacques Bouchard, Claude G. Charron, Jean-René David, Francis Dupuis-Déri, Bruno Dubuc, Clède de Guise, David Ledoyen, Marc-André Mongrain, Jean-Philippe Pleau, Michel Rioux, Marco Silvestro, Simon Tremblay-Pepin, Pierre Vadeboncoeur, Ramon Vitesse, Valentin Tardi.

Illustrations: Simon Banville, Boris, Bobidoche, Charb, Luc Giard, Honoré, Luz, Matt Mahlen, Serge Ferrand, Richard Suicide, Ramon Vitesse.

Graphisme: France Mercier

Nous remercions chaleureusement Charlie Hebdo et Le Rire (France) et Le Journal du Jeudi (Burkina Faso) pour leur collaboration.

Abonnement et publicité: David Ledoyen au (514) 521-5499
ISSN 1480-2074 • N° de publication (Poste Canada) 1213369
Imprimé au Québec

PLOGUES

Impression de « Déjà-vues »

Vous êtes tanné de perdre une heure dans votre club vidéo pour choisir le dernier navet hollywoodien que vous ne finirez même pas? Alors pourquoi ne pas faire un détour au nouveau vidéo-club Déjà-vues, au 2450, rue Bellechasse E. (à deux pas du Cinéma Beaubien). Vous n'y trouverez que des valeurs sûres puisque ce sympathique petit endroit se spécialise dans les classiques du cinéma d'ici et d'ailleurs, les films de série B, de science-fiction, d'horreur, les péplums, etc. Tant qu'à voir un navet, aussi bien en voir un bon... www.deja-vues.com

Poésie et musique sous les étoiles

Les 31 juillet, 1, 2, 7, 8 et 9 août, les soirées Hors-Piste présentent à Val-Morin au 5893 rue des Musiciens un spectacle en plein air où le violon d'acier de Dominique Tremblay se fond à la voix de terre d'Hélène Tremblay pour rendre hommage à la poésie de Langevin, Miron, Morency, Hébert, Lapointe, Dorion et quelques autres. Des moments envoûtants au pied d'une petite montagne aménagée pour l'événement. Infos: 819-322-2900, poste 235 ou 819-322-1414.

Tribu TV: programme double estival

Durant la période estivale, on peut visionner deux délicieux court-métrages sur la Tribu du Verbe (www.latribuduverbe.com). Le premier est un film d'archive assez rare, un film pamphlétaire à saveur anarcho-situationniste intitulé «Bande de cons!» de Roland Lethem. Sur une note plus légère, le second film est une animation musicale hilarante de François Mercier intitulée «Oussama & The Tali Band».

SUPPORTEZ LA PRESSE INDÉPENDANTE ! ABONNEZ-VOUS !

La presse indépendante est sur les dents! Elle a décidé de s'unir pour mieux résister à l'hégémonie de la presse commerciale. N'attendez pas que les poules aient des dents et abonnez-vous à un second, voire à un troisième journal indépendant! Ils ont tous une dent contre la bêtise et se complètent si bien...

L'aut'journal est un mensuel indépendantiste et progressiste pour qui «Informer, c'est mordre à l'os tant qu'il y reste de quoi ronger» (Jacques Guay)

Un an 30 \$ ou soutien _____ \$
 Deux ans 45 \$ ou soutien _____ \$

Nom _____
Adresse _____ Faites votre chèque à l'ordre de L'aut'journal
Code postal _____ Tél.: _____ 3575, Saint-Laurent, bur. 117,
Courriel _____ Montréal H2X 2T7

POUR S'ABONNER

Par téléphone: (514) 521-5499

Par la poste: Le Couac

CP. 129 Succ. de Lorimier, MONTRÉAL (Québec) H2H 2N6

Adressez votre chèque à: Le Couac.



- Abonnement d'un an: 30,42\$ + taxes = **35,00\$**
- Abonnement de deux ans: 52,15\$ + taxes = **60,00\$**
- Abonnement institutionnel et de soutien: 52,15\$ + taxes = **60,00\$**
- Abonnement de groupe d'un an (10 copies par parution): 225,98\$ + taxes = **260,00\$**
- Abonnement d'un an à l'étranger: 43,46\$ + taxes = **50,00\$**

Nom _____

Adresse _____

Code postal _____ Téléphone _____

Courriel _____



Et de la solidarité sociale

L SERAIT SANS DOUPE des plus amusants (si ce n'était si dramatique) de faire une analyse approfondie de ce qu'une société entend par « solidarité sociale ». Il fut une époque au Moyen Âge en Europe où il fallait faire une importante distinction entre le bon et le mauvais pauvre. Le bon pauvre, à l'image du Christ, travaillait sans relâche aux tâches les plus futiles et il demeure, dans les archives, des exemples surprenants comme celui de ces pièces qui s'emplissaient tranquillement d'eau et dans lesquelles on enfermait le vagabond malheureux qui s'était fait prendre par les autorités. Le pauvre malchanceux devait alors démontrer qu'il était travaillant en vidant de ses mains l'eau emplissant sa geôle s'il voulait être nourri. Jour après jour, il devait prouver son mérite pour quelques bouchées de pains. Heureusement, ces « maisons de travail » n'existent plus depuis belle lurette. Nous sommes, en tant que société, bien plus civilisés maintenant.

Nous avons depuis longtemps compris qu'une personne ayant besoin d'aide, devait être aidée. La notion de mérite n'entre pas dans l'équation. Ne doit-on pas aider une personne âgée s'évanouissant dans la rue? Devrions-nous plutôt peser le pour et le contre du mérite de cette personne avant de lui venir en aide? Lorsqu'une personne,

au mois de février, m'interpelle pour un coup de main pour démarrer sa voiture, devrais-je évaluer si elle mérite que

proposons. Si cette personne refuse, pour quelque raison que ce soit, de se conformer à ce nouvel impératif, la société décide, sans possibilité d'appel, qu'elle ne mérite pas notre aide et de ce fait se voit refuser le soutien dont elle a besoin.

Je ne suis pas prêt à évaluer qui mérite ou ne mérite plus mon aide, et ce, même au coût de quelque 188 millions de dollars par année. Je ne suis pas prêt à faire une entrevue à chacune des personnes que je croise sur la rue. Je ne suis pas prêt à demander à la femme se plaignant de la violence de son mari si réellement elle mérite mon aide. Je ne suis pas prêt à fermer les yeux sur des dizaines de milliers de personnes sous prétexte que notre société a pris la décision qu'elles ne méritaient pas mon aide. Ce n'est pas la société dans laquelle je veux vivre et je refuse de croire que c'est là une société dont nous pouvons être fiers. Je persiste à croire que ce n'est pas là ce que nous voulons pour nos sœurs et nos frères. La décision d'aider qui en a besoin et non qui le mérite est un choix de société. Ce que s'apprête à faire notre État ne représente pas ce que nous voulons.

CHARLES-ANTOINE BACHAND
ca_bachand@videotron.ca

LES 6 TRAVAUX DE JEAN "HERCULE" CHAREST N.1 PRENDRE LES ASSISTÉS SOCIAUX PAR LA GORGE.



j'abîme mon alternateur sur sa batterie avant de lui prêter main-forte?

Ces questions ne se posent vraisemblablement pas pour la plupart d'entre nous et, pourtant, nous nous retrouvons avec un gouvernement élu par nous qui décide de ne plus respecter cette notion de base qu'est l'aide inconditionnelle qu'une société doit porter à ses membres. Désormais, une personne perdant son emploi et se retrouvant sur l'aide sociale doit démontrer qu'elle mérite notre aide pour que nous lui venions en aide. De surcroît, le seul moyen dont elle dispose pour établir son mérite devient sa détermination à accepter n'importe quelle formation ou n'importe quel emploi que nous lui

GUINDONVILLE Des coups de pied au cul se perdent encore



Le Devoir (19/07/2003) nous apprend que le projet de terrain de stationnement pour lequel on a démolé les maisons de Guindonville est compromis et que les Guindonvillois ont peut-être été expropriés pour rien (comme si se faire déloger pour un stationnement était pour quelque chose)...

En effet, il semble que la construction du terrain de stationnement qui devait donner accès à des pistes de ski est compromise, puisque 80% des pistes ont été rachetées dernièrement par un promoteur immobilier. De plus, un autre terrain de stationnement de 400 places donnant accès à ces pistes de ski serait déjà en construction, sur le terrain du promoteur en question.

Comme on ne peut se mettre à bâtir n'importe quoi dans une municipalité sans demander de permis, il est difficile de croire que la ville n'était pas au courant.

Il apparaît évident que, de un, la municipalité a tout fait pour garder cette information secrète (imaginez si ça s'était su deux jours avant l'arrivée des bulldozers), et de deux que la décision d'exproprier les résidents de Guindonville était une décision purement politique et non économique-touristique, comme certains membres de l'administration de Val-David tentent de nous le faire croire...

BOB L'ABOYEUR
(tiré de www.latribuduverbe.com)



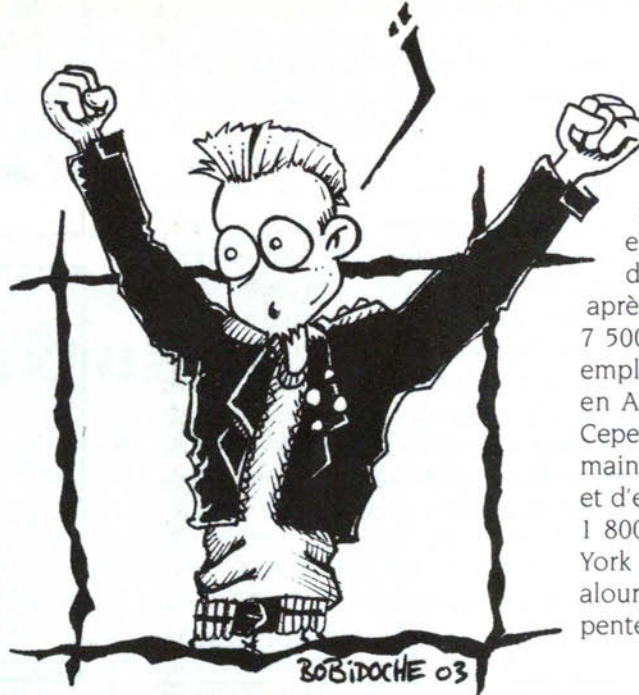
À Montréal, le 5 juillet, l'initiative Tent City (réprimée par la ficaille locale) a aussi attiré l'attention sur la crise du logement.

Travailleurs agricoles demandés - risques non couverts

LE COUAC du mois de juillet vous parlait des cueilleurs saisonniers qui sont exclus de la Loi sur les normes du travail du Québec et qui n'ont pas droit au salaire minimum. La situation est semblable en Ontario, où la loi sur la santé et la sécurité au travail exclut explicitement les travailleurs agricoles et ceux qui oeuvrent dans le secteur de la transformation alimentaire. Pourtant, une vingtaine d'entre eux meurent chaque année et des centaines sont blessés. Les entreprises agricoles et agro-industrielles ne sont pas obligées de renseigner les travailleurs sur les risques de leur métier. Les blessés et les familles des morts ne sont pas indemnisés. Une action en justice a été déposée par les Travailleurs et travailleuses unis de l'alimentation et du commerce (TUAC) auprès de la Cour suprême de l'Ontario en vertu de l'article 15 de la Charte des droits et libertés du Canada qui stipule que tous sont égaux devant la loi. Le syndicat demande à ce que le gouvernement ontarien retire l'exception.

LE COUAC DES CHAMPS

LA LIBERTÉ
OU LA MORT...



« Kraft déclare la guerre à l'obésité »...

...traitait Le Devoir des 5-6 juillet. Effectivement, la multinationale éléphantinesque voudrait combattre ce problème qu'on retrouve chez 13% des Canadiens. Et quoi de mieux que de montrer l'exemple? Depuis 2001, elle a entamé une cure d'amaigrissement et elle se coupe dans le gras: après avoir acheté Nabisco fin 2000, elle a supprimé 7 500 emplois et 16 sites industriels. Près de 2 500 employés ont été remerciés dans d'autres opérations en Amérique (dont plus de 1 800 aux États-Unis). Cependant, la pòvre Kraft est boulimique: elle planifie maintenant d'acheter l'égyptienne Family Nutrition Co. et d'engraisser d'un chiffre d'affaire de 40 M \$ US et de 1 800 employés supplémentaires. La bourse de New York lui signale toutefois que ses poignées d'amour alourdissent sa silhouette: l'action de Kraft est sur une pente descendante depuis quelque temps.

LE COUAC DINNER

Le porc du Québec n'est pas un joli cochonnet rose

DEPUIS DEUX ANS les producteurs de porcs du Québec sont sur la sellette. L'imposition d'un moratoire sur la création de nouvelles porcheries, la commission du BAPE sur l'industrie porcine, la chute des prix sur la bourse du cochon de New York et l'augmentation des normes environnementales les rendent nerveux. Voilà qu'ils ont décidé de déposer le président de leur fédération et d'en élire un nouveau, « démocratiquement », affirment-ils. Une démocratie de banane: 66 délégués pour 4400 membres ont choisi le nouveau président. Les porchers sont vécoteux et veulent de l'action. Ils veulent être écoutés, ils

veulent qu'on les comprenne. Mais plutôt que de se questionner sur leurs méthodes de production et sur le modèle agro-industriel qui les entraîne sur la pente chaotique des marchés internationaux, ils choisissent de nous bourrer le mou avec des campagnes publicitaires pour « sensibiliser » le consommateur.

C'est que le porc du Québec a de plus en plus mauvaise presse. D'abord, il pollue. 7,3 millions de têtes ont été produites en 2002, la moitié a été exportée. Le lisier, par contre, est resté ici. Les odeurs, les

coliformes fécaux, les nitrates aussi. Les porcs sont aussi de plus en plus malades et il devient nécessaire de leur donner des antibiotiques à répétition. Cela est dû, notamment, à leur alimentation qui est de plus en plus additionnée de vitamines tellement son contenu « naturel » en est dépourvu. Sur le plan de la structure du marché aussi ça va mal: quelques « intégrateurs »* accaparent le marché et étouffent les petits qui sont mal représentés dans l'Union des producteurs agricoles.

Un exemple de campagne de pub

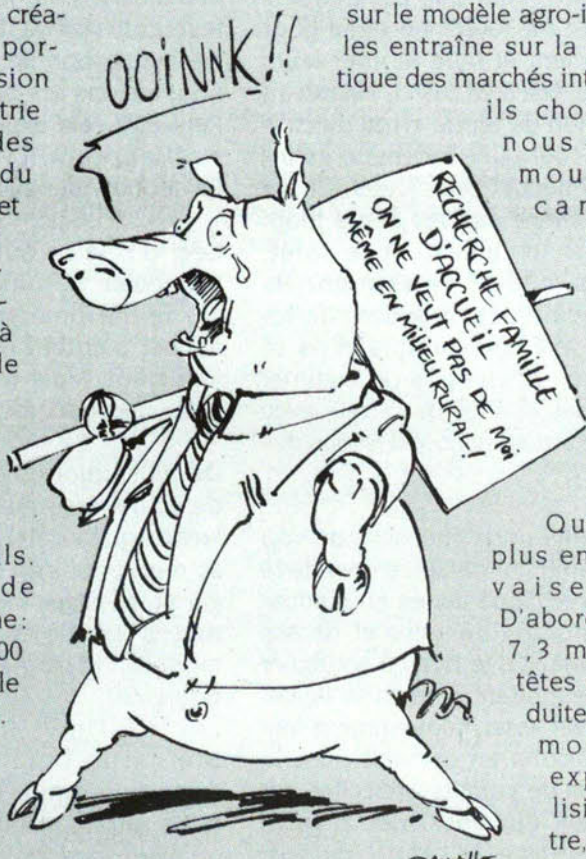
Le Groupe Brochu (transformation de viande), par le biais sa marque de commerce Lafleur, nous pollue le regard et l'intelligence avec sa campagne intitulée « Traçabilité garantie ». On promet au consommateur de retracer l'origine des produits Lafleur (des cochonneries à base de porc, pléonasme!) et ainsi d'en garantir la qualité et la fraîcheur. Il est clair que le groupe cherche à profiter du scandale de la vache folle en utilisant ce « concept » européen. Une visite sur leur site Internet permet toutefois de constater que c'est bidon. Le processus de

« traçabilité » du Groupe Brochu n'est qu'une opération normale de gestion, l'enregistrement et le suivi des stocks. Les porcs sont codés à leur réception et sont suivis sur toute la chaîne de production, de leur abattage en passant par leur transformation, leur emballage et leur distribution. Toute entreprise industrielle fait cela depuis longtemps.

En plus, que l'on mette des code-barres sur tous les porcs ne signifie pas que l'on garantisse leur qualité, car toute une portion de la chaîne de production n'est pas prise en compte: l'élevage et l'alimentation. C'est là pourtant que se situe la source de tous les problèmes. Mangez de la moulée à base de maïs et des pilules de vitamines tous les jours, vous noterez les effets sur votre organisme, notamment au niveau des intestins.

LE COUAC DES CHAMPS

*Les intégrateurs sont des agro-industriels qui utilisent la sous-traitance et prolifèrent les agriculteurs. Ils accroissent la synergie en achetant des terres pour épandre le lisier, des abattoirs et des meuneries où l'on produit de la moulée pouvant être fabriquée grâce à certaines parties des carcasses des abattoirs.





À ce prix-là, c'est OUI!

LORS DE LA CAMPAGNE référendaire portant sur l'entente de Charlottetown, les smattes des communications et des sondages qui gravitaient autour du PQ avaient cru découvrir le slogan du siècle. Vrai que cette entente signée par Bourassa les genoux dans la gravelle, selon l'expression de ses propres conseillers, ne pesait pas bien lourd. Mais en proclamant au peuple québécois: À ce prix là, c'est NON!, on ouvrait la porte à une réplique cinglante du genre: Ouais, si c'est pas assez, c'est quoi ton prix?

Nul n'est en effet besoin d'avoir fréquenté la London School of Economics, ni d'être diplômé en psychologie behavioriste, pour savoir qu'il s'en trouvera toujours pour afficher des convictions à géométrie variable, le prototype en la matière demeurant Jean-Pierre Ferland. «Si vous saviez combien y me donnent rien que pour une chanson, les fédéraux...», de dire en riant celui-là même qui soutenait, sans rire, avoir chanté gratuitement au mariage d'un Hells! Ce qui donne encore plus de poids à sa déclaration.

C'est l'approche MBA

Et ceux qui se sont étouffés d'indignation en entendant Falardeau traiter de trous du cul les artistes qui mettaient ainsi aux enchères leurs convictions oublient, ou font semblant d'oublier, comme Stéphane Venne dans *La Presse*, le rôle de médiation des artistes dans toutes les sociétés, et surtout dans la nôtre pour toutes les raisons que l'on sait. (D'accord! D'accord! Les trous de cul ont leur utilité, comme l'a rappelé Stéphane Laporte. Mais on se comprend...)

La question n'est pas ici de reprocher aux mononcs et aux matantes de vouloir fêter le Canada parce qu'il leur paye leur pension de vieillesse ou encore qui ont de la peine à la feuille d'érable rien qu'à penser aux Rocheuses perdues en cas de séparation. Des Rocheuses qu'ils n'ont jamais vues de plus près, d'ailleurs, que sur les anciens billets de dix piastres. On ne peut pas empêcher un coeur d'aimer, comme on dit.

Mais feindre d'ignorer la portée politique de leur geste, comme le font les artistes qui montent allègrement sur les scènes fédérales à l'occasion du 1^{er} juillet, c'est faire la preuve que l'argent peut venir à bout de toutes les idées, ou encore que la capacité d'analyse politique minimale n'est pas une qualité équitablement partagée dans la colonie.

Les temps sont durs, ont argué certains pour défendre leur geste. Les temps ne seront jamais assez durs pour justifier

qu'on vende son âme et qu'on refuse de voir derrière tout cela que le fédéral joue une grosse game, lui qui dépense au Québec dix fois plus qu'en Ontario pour



fêter le Canada. C'est l'argument servi par Stéphane Venne, qui fut un bon parolier en son temps. Mais le jupon de la mauvaise foi a dépassé quand le parolier s'est égaré dans ses arguments en soutenant qu'une fois parti, Falardeau aurait dû aussi s'en prendre aussi aux ouvriers qui dressent les estrades, aux éclairagistes, aux peintres en bâtiment et à qui encore. Un ouvrier qui travaille sur une chaîne de montage de Ford, il est pris avec ça: c'est des Ford qu'il produit, pas des Volvo! Il a pas le choix, l'ouvrier. Planter un clou le 1^{er} juillet ou le 18, y a là-dedans rien de politique.

Mais il n'y a que l'ineffable Serge Savard pour soutenir, sans rire, que chanter sur des estrades fédérales le 1^{er} juillet relève avant tout de l'entreprise familiale et qu'il n'y a que des esprits chagrins pour donner à la chose une portée politique.

Si, au moins, le 1^{er} juillet n'arrivait pas une semaine seulement après le 24 juin. Si on avait six mois pour se refaire une santé entre ces deux dates beaucoup plus symboliques que ne veulent l'admettre les préposés aux basses oeuvres fédérales. Dures pour la colonne, en effet, ces contorsions qui sont le lot de ces artistes qui professent haut et fort leur foi souverainiste pour parader une semaine plus tard drapés dans l'unifolié. Quand ce n'est pas pour chanter, la chose vient de se voir, dans un spectacle en hommage à Pauline Julien, dont on peut penser qu'elle aurait maintenu jusqu'au bout, elle, que même à ce prix là, c'était NON.

Lâche pas, Falardeau!

MICHEL RIOUX

L'Absurdistan

UN SERGE SAVARD qui souhaite devenir en 2004 le grand gourou de la Fête nationale du Québec, le bon docteur Singh qui se plaint de ne recevoir que des miettes pour son défilé alors que la grosse part du gâteau de Patrimoine Canada va aux gros shows de Serge Savard; le ROC qui rouspète parce qu'il doit lui aussi se contenter d'une mince tranche du gâteau, Pierre Falardeau traitant de trou de cul les artistes qui acceptent de goûter au gâteau de Serge Savard, fin-juin/début-juillet, le Canada devient Savardistan. Un peu plus Absurdistan que le reste de l'année.

Le Savardistan. Notre grand Serge voudrait devenir l'organisateur en chef de notre Fête nationale. Il l'a dit le 1^{er} juillet à l'émission *C'est bien meilleur le matin*. À son avis, Jean Charest doit faire en sorte que les festivités du 24 juin «ne soient plus organisées par un parti politique», mais deviennent, comme le *Canada Day* au Vieux-port, une «activité purement familiale». L'élu du 14 avril doit-il faire des pressions sur Jean Dorion afin que lui, Serge Savard, devienne le coordonnateur de la Fête nationale en 2004? Sinon, les fonds publics et les commandes de Loto-Québec et de la SAQ du spectacle au parc Maisonneuve seraient-ils compromis?

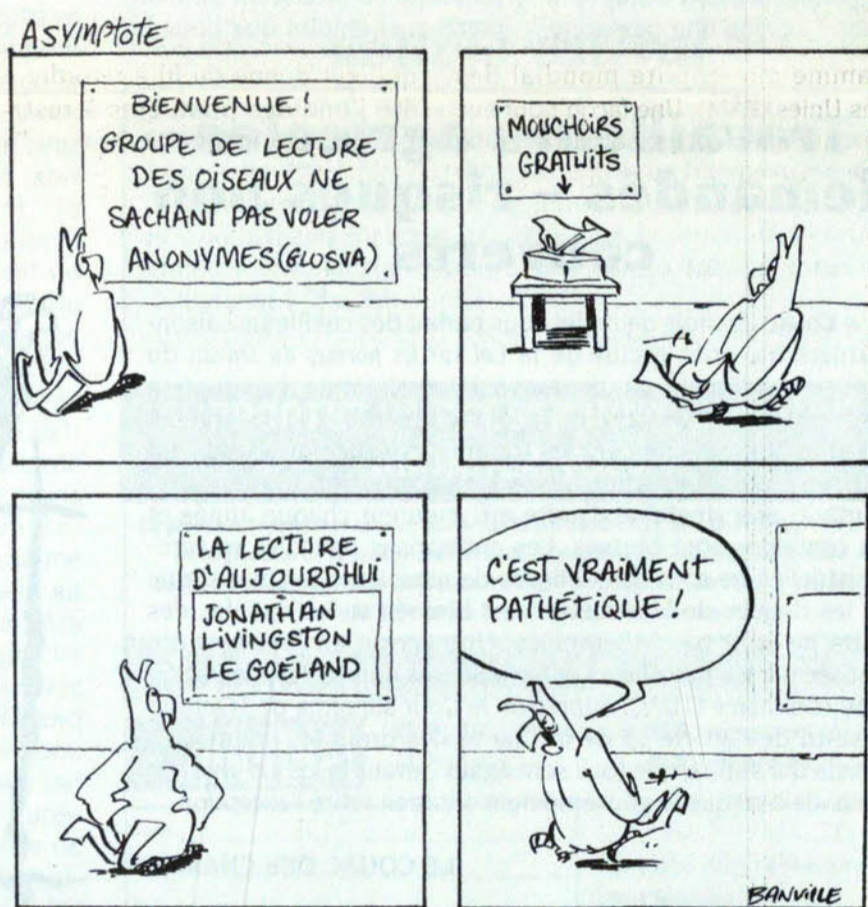
L'Absurdistan. Les provinces anglaises se plaignent continuellement d'un Québec qui serait l'enfant gâté d'Ottawa. Elles ont la plupart du temps tort, mais tout à fait raison à l'occasion du *Canada Day*. Serge Savard a une explication à ça: s'il reçoit la plus grosse part du gâteau, ce serait la faute des grandes corporations. Au Québec, elles refusent de commanditer les *Canada Day celebrations*. C'est comme si ces personnes

morales avaient conscience que ces «activités purement familiales» ont un certain arrière-goût politique. Du moins au Québec. Dire qu'en battant du rigodon sur une des scènes du *Canada Day*, la Bottine souriante ne se sente aucunement transformée en option constitutionnelle!

Le Roopnarinestan. Et ce pauvre docteur Singh qui se plaint de ne recevoir de Patrimoine Canada que 20 000 \$ alors que cinq millions vont au grand Serge (*La Presse*, 2 juillet). Le cardiologue n'a pas encore compris qu'il ne faut pas exagérer dans le sentiment pro-Canada au Québec. Trop de rouge dans son défilé. Et un multiculturalisme à prépondérance anglophone qui, de soi, démontre trop manifestement que Singh et ses amis veulent avant tout que les Québécois acceptent enfin de n'être rien d'autre qu'une grosse minorité au Canada. Rien pour vraiment motiver madame Copps à donner davantage à Roopnarine.

Le Copsistan. Pour le 1^{er} juillet, la ministre du Patrimoine préfère jouer la carte des «activités purement familiales» du grand Serge qui, avec les millions qu'elle lui accorde, peut ainsi inviter la crème de nos artistes à venir chanter sous une forêt de drapeaux rouges. Nous sommes en plein Absurdistan: un État en manque de nation tente à coup de millions de rendre siennes les forces vives d'une nation en manque d'État. Un achat des âmes qui sert à masquer le même objectif que celui des amis de Roopnarine. En plus hypocrite! Que, dans le langage coloré qu'on lui connaît, Falardeau s'en désole, rien de plus normal. En fait, cela devrait interpeller tous les Québécois.

CLAUDE G. CHARRON



Falardeau et la prostitution artistique

IL NE FAUT QUAND MÊME PAS S'ÉNERVER. À l'occasion du 1^{er} juillet, Pierre Falardeau a fait une sortie publique, comme à chaque année, pour afficher ses positions idéologiques anticanadiennes. Cela surprend encore? De toute évidence, il a ajouté cette année un peu de poivre à l'événement en qualifiant de sphincter anal l'ensemble des artistes québécois qui ne voient aucun problème à s'engraisser financièrement en chantant pour la fête nationale des Québécois ainsi que pour celle des *Canadians*, Plume Latraverse inclus dans le paquet. J'avoue que l'utilisation du terme «trou du cul» ne cadre pas habituellement dans l'univers discursif pratiqué et défendu passivement par nos intellectuels québécois. N'empêche, Falardeau demeure tout de même un de nos grands intellectuels. Seulement, laissez-moi vous rappeler quelques prémisses de base du fonctionnement des médias de masse.

Connaissez Chomsky et ses analyses? Brièvement, disons que les médias de masse carburant au sensationnalisme. En d'autres termes, c'est comme s'ils disposaient d'un aimant pour attirer la marde (pardon!). Ainsi, les chiens écrasés, les accidents de chars, les sui-

cides de vieillards à la tronçonneuse en raison du manque de services offerts par l'État, bref, voilà autant de sujets qui, accompagnés de larges photos, meublent chaque jour les premières pages de nos quotidiens nationaux ainsi que les premières minutes de nos bulletins de nouvelles. Or, ce qu'il faut comprendre dans le cas qui nous préoccupe, c'est que les médias se fichent littéralement de la qualité du contenu que Falardeau prononce à chacune de ses sorties publiques. Scénario identique pour Léo-Paul Lauzon ou Michel Chartrand qui possèdent eux aussi un désir de changer les choses et de débattre publiquement mais qui persistent à le faire dans la langue des salons d'Hochelega-Maisonneuve.

Ainsi, puisque vouloir changer les choses et débattre de sujets importants n'est pas une activité jugée rentable par l'industrie médiatique, on préfère donc miser sur leur utilisation du joul et nous les présenter comme des clowns. À cet égard, n'est-ce pas Jean-Luc Mongrain lui-même qui, en 1998 lors de son passage à l'émission *Droit de parole* sur les ondes de Télé-Québec, affirmait qu'en faisant venir Falardeau, Léo-Paul Lauzon ou Michel Chartrand à une émission de

télévision, on était certain d'avoir «un bon show»? Si si... Bref, les médias attendent patiemment que ces derniers sacrent, pètent ou rotent en onde pour saisir l'événement et faire monter leurs cotes d'écoute. Dans ce cas-ci, Falardeau a fait l'utilisation du terme «trou du cul» pour qualifier toute une brochette «d'artistssss» québécois prostitués. Ce ne sont certainement pas les seuls mots prononcés par le cinéaste à ce sujet. Pourquoi les médias se seraient-ils acharnés à vouloir rapporter des paroles intelligentes de Falardeau quand ils se savaient être en possession de matériel pour divertir les aliénés de la télé avec cette analogie flirtant avec le dessous des pâquerettes?

Quant à certains qui s'offensent de voir Falardeau déambuler dans les rues de la vieille capitale chaque année en compagnie de Raymond Villeneuve et de ses illuminés du MLNO, je tiens à souligner qu'en tant que militant, il m'arrive également de côtoyer assez fréquemment lors de manifestations en opposition à la mondialisation de parfaits imbéciles qui ne soutiennent eux aussi rien d'autre qu'une banale haine de l'Autre (dans ce cas-ci, les méchants capitalistes). Et pourtant, en ces temps de *political correct-*

ness qui nous force à accepter tout ce qui relève du domaine du n'importe quoi, je m'acharne néanmoins à manifester à leurs côtés, croyant que le système actuel n'a aucun bon sens et qu'il mérite que nous usions les pavés en son honneur. Peut-être cela explique-t-il également la «collaboration» de Falardeau avec Raymond Villeneuve?

Ceci dit, je ne suis pas un groupie de Falardeau. Soyons clair. Ses arguments sur le nationalisme québécois, entre autres, méritent d'être renouvelés, cela va de soi. Mais il s'agit là d'une toute autre question, avouons-le.

De plus, quoi qu'on en dise, Falardeau demeure, à sa manière, un grand intellectuel québécois. Ainsi, n'attendons pas sa mort pour s'en rendre compte et pour garnir les pages «Idées» des grands quotidiens comme des langues brunes post-mortem. J'ai eu ma dose avec le décès de Bourgault.

Bref, si le bouffon c'est désormais Falardeau comme semblent le croire certains, qu'on me donne un terme pour qualifier tous les autres. Je suis désespéré.

LE CITOYEN UNTEL

« L'ordre transgénétique mondial » de George W.

APRÈS LA GUERRE DU PÉTROLE, les États-Unis se livrent à une guerre grotesque contre les agriculteurs, les consommateurs et l'environnement en tentant de les soumettre à un « ordre transgénétique mondial ».

Septembre 2002, le monde est en état de choc. Le président zambien, Levy Mwananwasa, refuse l'aide alimentaire des États-Unis, alors que le taux de malnutrition infantile atteint 59 % dans son pays, malmené par la sécheresse. Comment a-t-il osé refuser cette aide ? Le maïs offert par les américains était génétiquement modifié (GM) et le président Mwananwasa craignait pour l'avenir de la production agricole de son pays parce que le maïs pouvait être illégalement utilisé comme semence par certains.

Le refus de la Zambie pose donc la question ultime : les affamés ont-ils le choix de refuser les aliments GM ?

L'exploitation des affamés

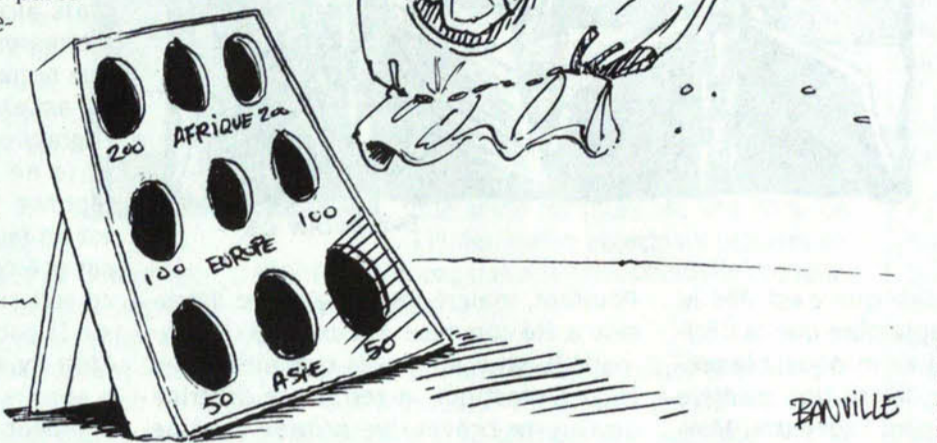
Quant à l'administration Bush et aux propagandistes de l'industrie de la biotechnologie, ils accusent les environnementalistes de prendre en otage les affamés. Or, si on impose les OGM à l'Afrique, ce n'est pas par manque de choix. Moins de la moitié de la production de maïs est transgénétique aux États-Unis (43 %). Trouver du maïs conventionnel pour nourrir les affamés est donc possible.

Dans les faits, les États-Unis sont le seul pays au monde à imposer une aide alimentaire en nature plutôt que d'accorder une aide financière pour l'achat des surplus régionaux. Cela s'explique aisément puisque partout dans le monde les cultures transgénétiques américaines ont été boudées. Le gouvernement s'est donc ramassé avec des surplus de plus en plus importants de maïs et de soja GM. Pour résoudre ce problème, les États-Unis ont commencé à retenir ces excédents au Programme alimentaire mondial des Nations Unies (PAM). Une façon pour eux de subventionner leurs exportations et de créer de nouveaux marchés potentiels en Asie, en Amérique latine et en Afrique.

En recourant au PAM, les Américains ne sont pas actuellement tenus de dire aux 83 pays bénéficiaires que la livraison d'aide alimentaire contient des OGM ou

des ingrédients qui en sont dérivés. Et cela, malgré le fait que nombre de pays pauvres ont émis des interdictions visant les OGM, et qu'ils ont clairement exigé d'être prévenus lors de l'importation de produits issus du génie génétique.

L'industrie de la biotechnologie alimentaire fait le pari que la famine va venir à bout de la résistance de la majorité des pays en voie de « développement ». Ils espèrent que les



paysans ne vont pas se contenter de manger ces céréales GM mais qu'ils vont en semer même s'ils contreviennent aux normes nationales de leurs pays.

Pour imposer les aliments GM, les États-Unis ont démontré qu'ils n'avaient absolument aucun scrupule, étant prêts à utiliser tous les moyens possibles pour les distribuer. Ainsi, en 2003, le Sénat a adopté la loi intitulée, *The US Leadership Against HIV/AIDS, Tuberculosis, and Malaria Act*. Cette loi stipule que les États africains qui refusent l'aide alimentaire GM pourraient être privés d'aide en médicaments pour traiter le VIH/SIDA.

Les États-Unis, l'OMC et la biosécurité

Les Américains ont un autre ennemi de taille à mater : l'Union européenne (UE) qui leur donne du fil à retordre. L'UE a été l'une des premières à restreindre l'importation des OGM, à exiger l'étiquetage obligatoire et la traçabilité. Le marché d'importation européen de maïs transgénétique américain se chiffrait à 305 millions de dollars américains en 1996 et il n'était plus que de deux millions en 2001. L'UE a été suivie par la Chine, le Japon et la Corée dans

l'adoption de normes plus sévères concernant les OGM.

Les États-Unis ont donc déposé une plainte formelle, le 13 mai dernier, (appuyés par l'Argentine et le Canada qui, avec les États-Unis, produisent 97 % des OGM sur la planète) contre le moratoire sur les OGM imposé par l'UE. Ce moratoire ainsi que l'ensemble des mesures prises par l'UE serre la vis à Washington et l'empêche de faire la pluie et le beau temps concernant le commerce international des OGM.

Le gouvernement Bush se sent d'autant plus pressé dans le temps que le Protocole de Carthagène sur la biosécurité entrera en vigueur le 11 septembre prochain.

Les pays qui l'ont ratifié seront alors en mesure, au nom du principe de précaution, de refuser les OGM sur la seule présomption qu'ils pourraient mettre à risque la santé des populations ou être nuisibles pour l'environnement et ce, en l'absence de preuves scientifiques formelles. Ce que tentent les Américains est d'affirmer la primauté de l'OMC sur le protocole considérant que les restrictions sur les OGM sont des « barrières commerciales ». Ce chantage est d'autant plus honteux qu'il y a quatre ans, la majorité des membres de l'OMC s'est opposée à l'inclusion des OGM dans le mandat de l'organisation.

Washington souhaite donc faire approuver par l'OMC une norme mondiale inférieure basée sur les mécanismes réglementaires étasuniens. Une norme dictée par les grandes entreprises de la biotechnologie, dominées par Monsanto qui produit plus de 90 % des plants GM dans le monde. Ces entreprises ont investi des sommes considérables dans le développement des plantes GM et elles veulent un retour sur l'investissement qui soit profitable. Pour cela, elles ont besoin de développer de nouveaux marchés et les pays du Sud sont la cible idéale.

Gifle à George W.

L'adoption finale, en juillet dernier, par le Parlement européen de règlements les plus stricts et complets au monde concernant les OGM est une véritable gifle au projet du président américain qui pensait intimider l'Europe en ayant recours à l'OMC pour forcer l'acceptation des OGM en Europe et ailleurs. Les nouveaux règlements européens devraient entrer en vigueur en mars 2004. Ils prévoient notamment :

- l'étiquetage obligatoire pour tous les produits contenant ou étant dérivés de plus de 0,9 % d'OGM (la norme était de 1 %) pour chaque ingrédient.

- l'étiquetage obligatoire pour l'alimentation et les additifs destinés aux animaux contenant ou étant dérivés d'OGM (cette mesure est nouvelle). Comme 90 % des importations d'OGM par l'Europe sont utilisées dans l'alimentation animale, l'étiquetage obligatoire pour ces produits va augmenter le rejet des OGM par le marché européen ;

- un système complet de traçabilité des OGM, obligeant tous les producteurs de l'agroalimentaire de spécifier tous les ingrédients contenant des OGM utilisés dans de la fabrication de la nourriture destinée à la consommation humaine ou animale.

Notre bon gouvernement du Canada, véritable caniche de Bush, n'a pas encore ratifié le Protocole sur la biosécurité et refuse toujours de reconnaître et d'appliquer le principe de précaution qui justifierait, entre autres, l'arrêt de la dissémination des OGM dans l'environnement.

La 5^e Conférence ministérielle de l'OMC aura lieu à Cancun au Mexique, du 10 au 14 septembre et coïncidera avec l'entrée en vigueur du Protocole sur la biosécurité. Malgré le fait que le président américain soit allé personnellement faire son lobby dans les pays africains en juillet dernier, auront-ils le courage de s'élever contre l'arrogance du plan Bush-Monsanto ? L'OMC ne doit en aucun cas porter atteinte au Protocole sur la biosécurité pour l'affaiblir. Enfin, la nouvelle réglementation européenne devrait être la norme mondiale en matière d'OGM.

Pour en savoir plus sur le Protocole de Carthagène sur la biosécurité : www.bio-div.org/default.asp?lg=2

CLÔDE DE GUISE

Partage de fichier vs industrie du disque (2^e de 3) La fin des fifrelins

COMME NOUS L'AVONS VU il y a déjà quelques temps (en raison de problèmes techniques, ce texte n'a pu être présenté, comme prévu, dans le dernier numéro), il se passe des choses graves dans l'industrie musicale. Si graves que, tout dernièrement, Serge Truffaut nous traçait dans *Le Devoir* un sombre bilan des résultats et des perspectives des majors de la musique. Vivendi-Universal et EMI, incapables de vendre leurs catalogues, Steve Jobs rabroué par le marché à cause de son intérêt pour ce domaine, les grands disquaires américains subissant d'énormes pertes : « personne, absolument personne ne veut plus investir un fifrelin dans la musique » (*Le Devoir* 11-07). Pas même un fifrelin, c'est à pleurer !

D'autant plus qu'on le sait depuis longtemps que quand les grandes corporations du disque vont mal, c'est la musique (voire la Musique) qui va mal. Admettons-le d'emblée, ces compagnies sont les chevaliers servants de la discipline artistique, qui ne pensent qu'à la progression du fait musical. D'ailleurs, ils ont, grâce à leur brillante expertise, établi tout un système qui permet un juste filtrage, une divine séparation entre le bon grain et l'ivraie musicale. De l'artiste à votre lecteur CD, une pièce sillonnera ce long chemin d'épuration.

D'abord, pour éviter que les artistes n'aient à se préoccuper des questions basement monétaires, le lien entre eux et les compagnies n'est jamais direct. En premier lieu, il y a les imprésarios qui s'occupent de diriger l'artiste vers la compagnie la plus apte à favoriser son émancipation. Pour leur dur labeur, ces premiers intermédiaires gardent pour

eux un léger pourcentage du profit engendré par l'artiste (généralement de 15% à 25%).

De leur côté, les majors qui recherchent de nouveaux talents font appel à des agents recruteurs nommés superbement *Artist & Repertoire* (A&R). Jeunes hommes ou femmes du même groupe d'âge que les artistes recherchés et ayant une grande crédibilité sur la scène musicale, ils sont souvent vus dans quelque fête branchée entrain de dire : « l'adore ce que vous faites les gars, c'est génial ! ». Ils ont pour mandat de dénicher parmi les étoiles montantes, celles qui seront les nouvelles coqueluches, les « next big thing ».

Ces deux premiers intermédiaires permettent déjà de ne sélectionner que la crème de la crème du potentiel musical. Mais on ne s'arrête pas en si bon chemin ! Pour aller au summum de la perfection, lors de l'enregistrement des pièces, on évaluera la qualité musicale de celles-ci à l'aune de leur capacité à être des grands succès radiophoniques. Ainsi, on modifiera les chansons pour qu'elles aient un tempo plus habituel, pour qu'elles aient une sonorité plus facile d'écoute, pour qu'elles durent juste le bon temps pour un extrait radiophonique, etc. Ajoutons à ce processus de sublimation les modifications que l'artiste devra apporter à son apparence et à son discours pour que le public soit plus réceptif à son Art.

Enfin, les temples de beauté que sont les magasins de disques viendront aussi jouer un rôle en ne « poussant » que certains artistes : ceux dont le génie est le plus susceptible d'ac-

crocher leurs clients. Principe que les grandes chaînes de vente ont raffiné en ne donnant qu'à leur seule maison-mère (et non à chaque magasin) le droit d'accorder l'imprimatur de toute la chaîne à telle ou telle œuvre.

L'ensemble de ce système viendra permettre un dernier filtrage, celui du public. Tout le monde n'est pas apte à comprendre la finesse de ce qui émerge du long travail d'orfèvre que nous venons de détailler, il faut avoir acquis une force de longues années d'expérience, une grande sagesse. C'est pourquoi le prix des disques fait que ceux qui ont longuement et durement accumulé quelques dollars à la sueur de leur front peuvent écouter plus de musique que les paresseux qui n'ont pas d'argent.

Cet impressionnant système, cette ode à l'Art moderne qui rappelle avec goût les listes staliniennes, est en train de s'effondrer à cause du téléchargement et de la falsification de CD. Cette industrie qui permettait aux artistes de récolter un généreux 15% à 19% du prix d'un disque (Nouvel obs, 10-04) est à l'agonie car personne ne veut acheter ce qui est disponible gratuitement.

Certains « illuminés du tout-gratuit », comme les appelle l'ami Truffaut du *Devoir*, osent pourtant formuler des propositions en dehors du système sur lequel nous venons de jeter un bref coup d'œil. Nous verrons, dans le dernier article de cette série, en quoi consistent leurs « messes basses ».

MARC-ANDRÉ MONGRAIN
SIMON TREMBLAY-PEPIN

Tintin au Congo

Arrivant au Botswana, George W. Bush, président des États-Unis, a eu droit à une très chouette cérémonie. Dans un article du *Devoir* (11-07), qui reprend l'Agence France Presse et Associated Press, on apprend ainsi que « Des dizaines d'enfants ont agité des drapeaux des deux pays et des hommes et femmes légèrement vêtus ont exécuté des danses tribales ». De cette cérémonie, les agences de presse déduisent que « le président américain a reçu (...) un accueil enthousiaste à son arrivée ». Bel exemple de psycho-pop, mais manque évident d'esprit critique de la part des journalistes qui confondent une cérémonie organisée et encadrée par les autorités et un véritable élan d'« enthousiasme » populaire.

Sondages

Selon un sondage de ABC News, 92% des Étatsuniens seraient favorables à l'étiquetage obligatoire des OGM, tandis que 55% d'entre eux affirment qu'ils seraient moins portés à acheter un produit qui serait étiqueté comme contenant des OGM (*Reuters*, 15-07). Selon un autre sondage, mené par XYZ *Couac News International*, la même proportion d'Amerloques serait favorable à l'étiquetage obligatoire des candidats à la présidence comme « candidat potentiellement menteur », « candidat exempt de tout intérêt financier », « candidat sachant lire et écrire », « candidat dominé par ses lieutenants », « candidat considérant le monde comme un jeu vidéo », etc. Plus de 75 % des répondants affirment que cela les inciterait à aller voter, et que ça ne serait pas pour Bush.



Ce que l'Irak devrait nous apprendre

PENDANT QUE LES AMÉRICAINS s'enlisent de jour en jour en Irak, le vernis des mensonges est en train de craquer. Car il est à présent très clair qu'on a abondamment menti avant l'agression (car il est impossible d'appeler ça une guerre), pendant l'agression et depuis l'agression contre l'Irak. Si les mensonges d'État sont bien entendu courants, leur mise à jour aussi flagrante est assez rare. Rappelez-vous: Cheney, Rumsfeld, Bush, Blair, Powell, Rice, tous sans exception nous ont dit que l'agression contre l'Irak était nécessaire parce que ce pays possédait des liens avec Al-Qaida et des stocks d'armes (chimiques et bactériologiques) de destruction massive qu'il allait bientôt utiliser. On nous a même dit que l'Irak négociait des armes nucléaires. Bref: on était presque à un cheveu d'une bombe atomique sur New York. Or on le sait aujourd'hui, après presque 100 jours de recherches intensives: tout cela était faux. On n'a rien trouvé, absolument rien, tout comme les inspecteurs de l'UNMOVIC n'avaient rien trouvé pendant les 230 jours qu'ils ont cherché. Au total, l'Irak n'était ni derrière le 11 septembre, ni liée à Al-Qaida; le pays ne possédait pas d'armes de destruction massive; pas d'armes nucléaires

fabriquées à partir d'uranium acheté en Afrique non plus. Rien. Mais tous ces mensonges ont été d'une remarquable

efficacité et constituent une immense victoire de la propagande aux États-Unis. Le 12 septembre 2001 à peu près personne ne pensait que l'Irak avait quoi que ce soit à voir avec les attentats du jour précédent; peu de temps après, la majorité de gens le pensaient.

Mais si, comme vous et comme moi, on n'a jamais cru à ces mensonges, la question se pose de savoir pourquoi les États-Unis ont attaqué. On ne le saura avec certitude que le jour où les archives seront

ouvertes; mais en attendant, on peut quand même essayer d'y voir clair et d'en tirer sérieusement les enseignements qui s'imposent pour les mouvements militants.

Pourquoi le gouvernement Bush a-t-il attaqué l'Irak, ce pays qui compte un million de morts, dont (on prend une grande respiration...) la moitié d'enfants depuis l'embargo du papa du débile léger actuellement à la Maison blanche? On a fait grand cas de l'aveu fait par Wolfowitz dans une entrevue accordée à *Vanity Fair* que c'est dès le lendemain du 11 septembre que la décision d'attaquer l'Irak en invoquant le prétexte des armes de destruction massive avait été prise. On peut l'admettre. Mais

Tant que nous n'aurons pas des mouvements larges, vraiment inclusifs et où seront intensément vécus le plaisir de lutter et le goût de la victoire, on n'ira pas loin.

la question qu'il faut alors poser est: pourquoi a-t-on agi conformément à cette décision si longtemps après et surtout malgré le fait qu'elle soit si impopulaire? Car cette décision était et reste impopulaire. Elle a été condamnée massivement par les populations civiles partout dans le monde et par l'immense majorité des États; elle a été condamnée par un grand nombre des alliés habituels des États-Unis (intellectuels, *think-tanks*, journaux) et même par une partie de l'intelligentsia, de la classe politique et des milieux d'affaires des États-Unis qui étaient sinon tout à fait contre l'agression, à tout le moins peu enclins à l'appuyer. Bref, nous, gens de gauche, pour

une fois n'étions pas seuls. Pour une fois, tous les habituels va-t-en guerre pensaient comme nous. Même *La Presse*, en éditorial, avait cette fois des réserves sur la politique américaine.

peur et de panique, le gouvernement Bush a cru pouvoir poursuivre ses politiques et peut-être même être réélu.

Mais des raisons externes ont aussi joué dans la décision d'attaquer l'Irak. Le contrôle de ce pays, de ses ressources pétrolières et tout ce que cela implique pour la stabilité de la région figurent ici sans aucun doute en haut de liste. Mais aussi, je pense, la volonté de donner un exemple: l'Irak était pour cela particulièrement bien choisi justement parce que rien ne justifiait qu'on s'en prenne à lui.

Tout cela explique peut-être pourquoi ils ont choisi d'agir comme ils l'ont fait. Mais alors la question qui doit nous intéresser est celle-ci: comment se fait-il que notre pression n'a été ni assez forte, ni assez constante pour empêcher l'agression? C'est une question difficile et je ne prétendrai pas connaître la réponse: mais il faut y réfléchir. Ce qui est en jeu, c'est notre capacité à mobiliser et à obtenir des changements — que ce soit sur l'Irak, sur la mondialisation, sur la pauvreté et sur tout ce qu'on veut. Mon avis? En un mot: tant que nous n'aurons pas des mouvements larges, vraiment inclusifs et où seront intensément vécus le plaisir de lutter et le goût de la victoire, on n'ira pas loin. On ne peut pas, par exemple, faire comme si militer était une activité réservée à des jeunes ayant les loisirs de se déplacer de Seattle à Québec et ailleurs et le courage d'affronter des flics, l'armée et les gaz. Il faut faire de la place à Grand-Papa, à Tonton, à Lucie et son bébé et ainsi de suite. Il faut leur donner à tous le goût de venir avec nous leur montrer à quel point c'est chouette de lutter, montrer qu'on gagne bien souvent et surtout, surtout qu'on sait pourquoi et pas seulement contre quoi on se bat. Un certain Kropotkine a dit ça mieux que moi, il y a très longtemps: « C'est l'espérance, et non le désespoir, qui fait le succès des révolutions »

Camarades, encore un effort.

NORMAND BAILLARGEON

APRÈS AVOIR BRISÉ NOS CHÂÎNES, IL FAUT S'EN FAIRE UNE COLONNE VERTÉBRALE AFIN DE RESTER DEBOUT...



BOBIDOCHÉ 03

Pourtant, malgré tout cela, cette agression a été commise. Mieux: le gouvernement Bush a annoncé, rappelez-vous, cette fantastique et terrifiante doctrine de Guerre préventive prônée dans le cadre de la politique stratégique de sécurité nationale. Quelque chose d'énorme, de contraire à l'esprit et à la lettre du droit international et qui dit: nous attaquons qui on veut du moment que leur gueule ne nous revient pas. Pourquoi et comment ont-ils pu — et peuvent-ils toujours — aller jusque là?

Selon moi, des raisons de deux ordres ont probablement joué dans la décision d'attaquer l'Irak.

Les premières sont internes. Bush, il faut le dire et le redire, a volé les élections et les mesures qu'il ne cesse de passer et qui favorisent outrageusement les factions religieuses réacs, les milieux d'affaires et les super riches, sont très très peu populaires et le seraient encore moins si les gens se mettaient à y penser sérieusement. En jouant son va-tout sur la sécurité, en maintenant un climat de



AVEC UN ENTÊTEMENT digne d'un âne libertaire, et surtout avec plusieurs perspectives, l'étiquette G-7 Welcoming Committee de Winnipeg (Manitoba), ajoute trois nouveaux titres à son catalogue. Fondée par l'ex-bassiste de Propagandhi, désormais actif au sein des Wheakertans, les trente éléments actifs du catalogue (tels Bakunine's Bums, sont autant de tonalités, de versions, d'humeurs pour cavalier librement en ce bas monde capitalisant.

Cultivant des solidarités anarchistes, ce brasse G-8 démarrait une vivifiante collaboration avec AK Press en co-éditant la compilation bénéfique Better read than dead-The return of the read menace. L'édition de CD de conférences d'Howard Zinn, Noam Chomsky et Ward Churchill constituait une suite pertinente à cet élan. Les sorties de *The New war on terrorism: fact and fiction* de Chomsky et *In a pig's eye* de Churchill sont de ce tonneau... Le premier, produit par David Barsamian d'Alternative Radio, décrypte la logique de guerre avec des propositions stupéfiantes pour en venir à bout; notamment « Enduring Terror, Enduring Freedom ». Quant au second, son sous-titre « Reflections on the Police State, Repression and Native America » illustre une triangulation qui n'a de cesse depuis bientôt cinq cents ans de démolir toute résistance indienne.

Quelques mots encore sur Mico, également une nouveauté rebelle de G-7. Dans un registre punk émo (pour émotion- sensibilité à fleur de peau), le quatuor de Calgary (Alberta), avec ce *Outside the unbearable grows*, donne à entendre une musique qui plaîra même aux jeunesses gavées de punk mélodique. Les plus grandes qualités de ce disque sont la série de photographies accompagnant des textes qui martèlent dans tout les sens l'exigence de questionner, de relever les aberrations et les faux-semblants en appelant à sortir de l'apathie afin de « défier l'ordre par la subversion ». Bref, trois outils pour poursuivre nos recherches-actions!

RAMON VITESSE

Noam Chomsky, *The war on terrorism: fact and fiction*, G7 Welcoming Committee/AK Press.

Ward Churchill, *In a pig's eye*, G7 Welcoming Committee/AK Press.

Mico, *Outside the unbearable grows*, G7 Welcoming Committee.



«Le rôle de l'artiste révolutionnaire est de rendre la révolution irrésistible»

— Toni Cade Bambara

Économie participative 5

Consommer

L'ÉCOPAR, contrairement à notre économie, reconnaît que certains biens sont destinés à la consommation individuelle — mon pantalon, mon kayak, mon bol de céréales — alors que d'autres sont destinés à une consommation collective à différents niveaux. On peut par exemple imaginer qu'un quartier veuille consommer un terrain de baseball, qu'une ville veuille consommer un planétarium, qu'une région veuille une autoroute ou qu'un pays veuille un système postal.

Dans une écopar, chaque niveau de consommation est planifié par un conseil de consommateurs correspondant; le conseil de quartier étant celui qui planifie la consommation du quartier mais aussi qui compile les demandes de consommation individuelles. Comme pour la production, les membres des conseils ont sur les décisions une influence proportionnelle à l'effet que ces décisions ont sur eux. Le fonctionnement des différents niveaux est assez semblable, alors concentrons-nous un instant sur la consommation individuelle.

À chaque début d'année (par exemple) chaque personne planifie sa consommation pour l'année qui vient. La tâche

n'est en fait pas si ardue qu'il peut sembler au premier abord. Une bonne partie de nos dépenses est en fait fixe et prévue d'avance et les dépenses variables peuvent assez facilement être évaluées par rapport à l'année précédente. Une fois le plan prêt, il est soumis au conseil de consommation de quartier pour approbation.

Ho là! dites-vous. Approbation? Quelle sorte de société totalitaire est-ce cela? Et bien voici.

Un des rôles principaux du conseil de quartier est de s'assurer que vos demandes de consommation ne dépassent pas votre budget. Mais quel est-il au juste ce budget?

Admettons que tout ce que l'économie produit est en fait une grosse tarte. Et bien si chacun travaille dans un complexe équilibré de tâche «moyen», alors on divise simplement la tarte également entre toutes les personnes. C'est tout simple. Donc avec le complexe équilibré de tâches «moyen» vient une portion «moyenne» du total de la production de l'économie. C'est ça votre budget.

«Oui mais si je veux consommer plus que la moyenne?» Peu importe que vous soyez

altruiste ou égoïste, il y a deux façons de gagner plus dans une écopar. Soit vous travaillerez plus longtemps ou à des tâches plus débilantes — ce qui augmente vos revenus puisque vous faites plus d'efforts. Soit vous convainquez tout le monde que l'on doit tous augmenter le complexe équilibré de tâche moyen afin d'agrandir la tarte dont nous avons tous une part égale. Ainsi donc dans une écopar, dire combien nous voulons consommer c'est dire combien nous voulons travailler, individuellement ou collectivement. Le lecteur attentif que vous êtes voit immédiatement la beauté de la chose: pour qu'une personne ait plus, toute la société a plus — peu importe vos visées personnelles.

La suite la prochaine fois.

JEAN-RENÉ DAVID
jrdavid@arobas.net

p.s. l'écopar est un modèle ouvert. Le but des ces chroniques est d'abord d'informer mais aussi de générer des critiques, des questions et des commentaires. Si vous trouvez quelques forces ou lacunes dont vous aimeriez discuter, je vous invite fortement à m'en faire part, pour le plus grand profit des autres lecteurs.

En spectacle, samedi le 23 août
YVES LAMBERT
(membre fondateur de la Bottine Souriante)

Aux berges du lac Castor
Auberge, huttes et camping
www.laccastor.com
(819) 268-3339

MUSIRONIE
samedi 17h
101,5 FM

La loi du silence

IL SEMBLE QUE la «sagesse populaire» (comme le rapport d'Armande Saint-Jean sur *Les effets de la concentration des médias au Québec*) veuille que si les journalistes se retrouvent invariablement au bas de la liste des sondages d'opinion, avec les avocats, les politiciens et les vendeurs d'autos usagées, quand on évalue la confiance de la population envers les métiers et professions, c'est parce que les normes d'excellence professionnelles ne sont pas respectées. À la lecture de *Black List, quinze grands journalistes américains brisent la loi du silence*, nous devrions plutôt conclure, comme Kristina Borjesson, ex-journaliste à CBS et CNN, qui a eu l'idée du livre, que la raison serait plutôt «la censure dont sont victimes les journalistes d'investigation qui mettent en cause les grandes entreprises ou le pouvoir». La liberté de la presse appartient à ceux qui possèdent les médias, pas aux journalistes.



L'ouvrage collectif, comme l'indique son titre, regroupe les témoignages de quinze journalistes étatsuniens réputés, qui ont soit : reçu des menaces directes ou anonymes, se sont fait voler des documents, ont été poursuivis devant les tribunaux, censurés ou congédiés, pour avoir eu le malheur de découvrir des informations contredisant la version officielle des militaires, des services secrets ou des grandes puissances économiques. Pour sa part, Kristina Borjesson s'est retrouvée dans «la broyeur», (dans la machine à réduire au silence, *Into the Buzzsaw*, c'était le titre original anglais, *Black list* étant le titre en français de France), à la suite d'une enquête sur l'explosion du vol TWA 800 au large de Long Island, le 17 juillet 1996. Borjesson découvre que le Boeing survolait des manoeuvres militaires secrètes, les témoignages et des analyses des débris par des laboratoires indépendants tendent à démontrer que l'enquête du FBI est en fait une opération de couverture d'une bavure de l'armée. Borjesson refuse de lâcher l'enquête, elle sera congédiée.

Borjesson confie que le but de *Black List* n'était pas tant d'affirmer qu'un missile a bien abattu le vol TWA 800¹, que de mettre en lumière les «pressions amicales et inamicales» subies par les journalistes pour mettre fin à leurs enquêtes, lorsqu'ils poussent «l'objectivité» jusqu'à contester la version officielle des faits. Les insoumis sont censurés et congédiés.

Juste après les élections présidentielles de 2 000, pendant le recotage judiciaire en Floride, le journaliste Greg Palast a découvert que Jeb Bush, le frère de l'autre, avait fait retirer les noms de 57 000 citoyens des listes électorales, soi-disant parce qu'ils avaient un casier judiciaire. Selon Palast, 90 % de ces citoyens étaient innocents, leur seul crime était généralement d'être noir, hispanique ou démocrate. CBS a refusé de diffuser l'enquête après avoir vérifié l'information auprès du bureau de Jeb Bush, où l'on s'est empressé de la démentir, comme de raison. Fin de l'enquête. Palast a été congédié et n'a pas trouvé preneur aux États-Unis. Il a dû s'adresser à la BBC qui diffusa l'enquête trop tard. Bush avait déjà été nommé (non élu) président par des fonctionnaires de justice nommés par son frère. Si le reportage avait été diffusé à temps, il aurait sans doute remis en question la légitimité des élections de Floride et la nomination du président.

Selon Robert McChesney journaliste et spécialiste des médias, le problème numéro un du journalisme «objectif», c'est justement de considérer «tout ce qui provient de sources officielles comme une information légitime et digne d'intérêt [...], cette distorsion grossière s'explique par la confiance aveugle que les journalistes, fidèles à leur code

de déontologie, vouent aux sources officielles». La version officielle d'un gouvernement ou d'une entreprise devient incontestable. Exit le journalisme d'enquête.

Le problème numéro deux, c'est la chasse à la nouvelle du jour. «Une information ne mérite d'être diffusée que si l'actualité l'exige ou si elle comporte une part de sensationnel, [...] les faits divers et les potins mondains sont devenus de l'information officielle. [...] Du coup, des grandes questions de société sont mises de côté, [...] à moins de la publication d'un rapport officiel». Voilà pourquoi les *think tanks* de droite multiplient les rapports «d'experts», présentés par la presse sous le couvert de reportages objectifs, malgré qu'ils soient de purs produits de propagande. On n'a qu'à penser aux rapports de l'Institut économique de Montréal. Des études ont démontré que selon les jours, 40 % à 70 % de «l'information objective» provient en réalité des propagandistes professionnels des relations publiques.

Les médias capitalistes ont toujours évité de diffuser des informations risquant de nuire à leurs commanditaires. La censure s'est aggravée avec la concentration de la presse. Les médias appartiennent désormais à de grands conglomérats industriels. Aucun journaliste de NBC ne se risquerait à faire une enquête sur les réacteurs nucléaires appartenant à General Electric, propriétaire de la chaîne, de même qu'aucun journaliste d'ABC, contrôlée par Disney, n'irait fouiller son nez à Disneyworld pour enquêter sur certains dossiers d'embauche discriminatoire, comme le fait remarquer Carl Jensen du Project Censored². Et aucun journaliste de *La Presse* n'irait fouiller son nez dans les affaires de Total Fina Elf accusée de corruption, de crimes de guerre ou de crimes contre l'humanité, en Afrique, ou en Birmanie, puisque Power Corporation est un des plus gros actionnaires de la pétrolière, et que les Paul Desmarais père et fils siègent au conseil d'administration, serait-on tenté d'ajouter (entrez Total Fina Elf crimes contre l'humanité, ou Total Fina Elf corruption, dans Google pour lire ce que vous ne trouverez pas dans *La Power Presse Corporation*).

Les éditorialistes des médias «objectifs» accuseront encore une fois les auteurs d'être des paranoïaques, adeptes de la théorie du complot. Il n'y a pas de complot, les politiciens et les industriels contrôlent les médias par intérêt. Les industriels propriétaires des médias occultent les informations qui pourraient nuire aux politiciens agissant en symbiose avec l'entreprise privée, puisqu'ils ont eux-mêmes contribué à les faire élire en donnant généreusement à leur caisse électorale. En Amérique, y compris au Canada, c'est généralement le politicien qui a ramassé le plus de fric des grands industriels qui est élu. Regardez aller Paul Martin. Chacun défend ses intérêts, point.

Laissons la conclusion à Carl Jensen du Project Censored: «J'ai constaté que la presse dominante privait la population de données indispensables à l'exercice éclairé de la démocratie.»

JACQUES BOUCHARD

Kristina Borjesson, *Black List, quinze grands journalistes américains brisent la loi du silence*, Éditions des Arènes Paris 2003

1 - Pour tout savoir sur le vol TWA 800 <http://whatreallyhappened.com/RANCHO/CHRASH/TWA/twa.html>

2 - Chaque année, l'organisation documente vingt-cinq sujets essentiels que les médias dominants ont passés sous silence, www.projectcensored.org

Bulles explosives

UNE NOUVELLE VAGUE a bien eu cours en cinéma français. Un courant éclectique et original qualifié d'auteur qui a un pendant en BD depuis une vingtaine d'années. Illustrons cette déferlante qui continue d'irriguer en profondeur un art qui ronronnait paresseusement...

Dès les années 80, Baudoin fait figure d'initiateur de la BD introspective et poétique à partir de la structure éditoriale Futuropolis pour ensuite migrer chez L'Association. Avec Les Yeux dans le mur, sa quête à exprimer l'indicible et l'amour équilibriste avec Wagner, une compagne qui signe un texte oscillant entre dialogues et soliloques, dépose quelques couleurs sur une encre des plus expressives. Il y a bien Pascal Rabaté à qui nous devons Ibcus sur la révolution d'octobre et divers chroniques sociales corrosives au moyen d'un dessin se coltinant avec le réalisme. Lui aussi, pour une première fois, titille quelques couleurs.

Bienvenue à Jobourg, son dernier titre, nous transporte dans une Afrique au carrefour de tout et de rien via un voyage aux allures initiatiques. Quant à Tronchet, dont les multiples perdants (J.-C. Tergal, Raymond Calbuth, Les Damnés, etc.) exécutés avec des textes et des traits redoutables de simplicité taraudent un vaste parterre de hérauts à bulles. Le voici dans une

histoire d'expulsés d'un quartier populaire livré aux bulldozers.

Anne Sibran signe ce conte urbain qui n'évite surtout pas les frictions avec une smala d'immigrants africains (la langue en soi fait figure d'onomatopée...), les antipodes générationnels et les folies. Si la démolition du quartier survient, des solidarités se développent.

Du côté de la campagne confrontée aux répercussions des délires mondialistes, on se réglera de Poules rebelles de Ferri. Ce dernier manie un crayon acéré et les gris de son noir et blanc renchérissent sans faillir à un ensemble d'histoires courtes pleines de punch. Comme quoi la BD nouvelle récolte des visions artistiques significatives!

VALENTIN TARDI

Baudoin et Wagner, *Les yeux dans le mur*, collection Aire Libre, Éditions Dupuis.

Pascal Rabaté, *Bienvenue à Jobourg*, Éditions du Seuil.

Tronchet et Sibran, *Le quartier évanoui*, Éditions Vents D'Ouest.

Ferri, *Poules rebelles*, série Aimé Lacapelle, Éditions Fluide Glacial.

Nouvelles idées, nouvelle gauche

DANS CERTAINS PAYS d'Amérique Latine, on fait de la politique un outil créateur et neuf. À Porto Alegre bien sûr, comme nous l'avons vu le mois dernier (*Quand la gauche propose*, *Le Couac* vol.6 n.10) mais aussi ailleurs au Brésil, en Équateur et au Mexique. Dans un ouvrage mi-essai mi-reportage, Pierre Mouterde tente d'exposer la force, l'origine, le contexte et les effets de ces mouvements sociopolitiques.



Quand l'utopie ne désarme pas commence

par l'exemple a contrario qu'est Haïti où l'auteur, qui était aux premières loges lors du retour d'Aristide au pays, voit une ouverture qui s'est refermée. Alors qu'Aristide était d'abord porté par un mouvement social émergent de la base qui proposait des solutions originales et fraîches aux problèmes du pays, il s'est rapidement laissé choir dans le populisme, le clientélisme et le paternalisme. Trois maux typiques de ce que Mouterde appelle la «gauche traditionnelle».

Ce mélange entre le marxisme et le caudillisme qui se drape hautement dans des promesses de grands soirs, ne peut plus rien amener de bon aux populations d'Amérique Latine. La solution se trouve plutôt dans une «gauche historique» qui prend acte des écueils expérimentés par la «gauche traditionnelle» mais qui décide de visiter d'autres possibles et de continuer, selon le fin mot de Milan Kundera, «la grande marche de l'humanité». Les exemples des zapatistes du Chiapas, de la Confédération des nationalités indigènes de l'Équateur (Conaie), du Mouvement des sans-terre et du Parti des Travailleurs du Brésil représentent bien cette gauche historique.

Ces groupes, très proches des populations qu'ils représentent, ont su reprendre des concepts depuis longtemps corrompus par la droite conservatrice (démocratie, justice, équité, politique, etc.) et leur (re)donner un tout autre sens. Grâce à des idées aussi porteuses que la démocratie participative, la désobéissance civile, l'action politique directe, l'organisation coopérative et la responsabilisation, ils ont réussi à influencer grandement leur situation nationale.

Cette gauche n'est toutefois pas apparue sans raison. Un contexte social particulier l'a fait naître. Une criante pauvreté, une démocratie représentative prenant de plus en plus d'espace et la forte présence de la théologie de la libération (un catholicisme influencé par le marxisme) sont des caractéristiques communes aux pays que l'auteur a étudiés.

C'est d'ailleurs ce qui lui fait dire, dans son livre comme au colloque d'Alternatives sur le «Nouveau Brésil» où le *Le Couac* était (contrairement à ce qu'en disait Gil Courtemanche dans *Le Devoir*, 21-06), qu'il ne faut pas voir les idées de cette gauche historique latino-américaine comme des recettes facilement exportables partout. Instrumentalisées et vidées de leur âme, elles pourraient d'avantage servir le *statu quo* que le changement. Conclusion prudente et sage mais qui nous laisse toujours avec la même question : et on fait quoi, nous, maintenant ?

SIMON TREMBLAY-PEPIN

Pierre Mouterde, *Quand l'utopie ne désarme pas, Les pratiques alternatives de la gauche latino-américaine*, Éditions Écosociété, Montréal, 2002.

Les charognards



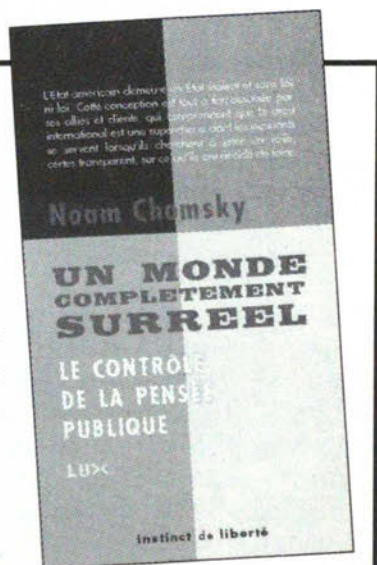
APRÈS *La guerre des Bush* (voir De Bush à Bush *Le Couac* mars 2003), «Éric Laurent, grand reporter, spécialiste de politique étrangère et auteur de best-sellers» nous dévoile *Le monde secret de Bush*. Le mot secret est un peu fort, occulté aurait été plus juste. Les notes de fin de chapitre confirment d'ailleurs que les sources de l'auteur sont, soit des articles de la presse imprimée ou électronique, soit des ouvrages déjà publiés. Si les «révélation» d'Éric Laurent sont des secrets mal gardés, ces informations sont généralement ignorées par les médias de masse, les militaires «intégrés» aux salles de nouvelles et les experts autoproclamés des *think tanks* de droite, quand ils «analysent» les décisions de l'administration Bush.

La formule «grand reportage» utilisée ici a le mérite de faire le lien entre les groupes religieux, industriels et «intellectuels» dont les intérêts se recoupent et façonnent les politiques sociales et guerrières du gouvernement Bush II. Et comme les sources d'information sont quasi exclusivement anglophones, le lecteur francophone «informé» exclusivement par la presse concentrée et la télévision locale risque d'y trouver son compte.

J. B.

Éric Laurent, *Le monde secret de Bush*, Plon, 2003

Noam Chomsky est l'intellectuel américain le plus connu à travers le monde. Professeur au Massachusetts Institute of Technology (MIT) à Boston, il mène aussi une vie de militant libertaire. Les trois essais rassemblés ici avaient été publiés pour la première fois en brochure.



LUX

L'altermondialisme est un humanisme

Dans la foulée du sommet du G8 à Évian (1-3 juin 2003), les médias ont relayé par centaines le terme «altermondialisme», le posant comme jamais entendu, un peu loufoque, plutôt obscur. *Le Devoir* n'a pas manqué de suivre le bateau, sous la plume de son correspondant à Paris, Christian Rioux. Il ne se caractérise pas par sa finesse analytique ni par la grâce de son style, bien qu'il s'essaie souvent à l'humour. Il se surpassait dans un texte sans queue ni tête (06-06) intitulé «Les nouveaux mondialistes». Il écrivait notamment cette phrase qui se voulait drôle, *suppose-t-on: «L'altermondialiste appartient à la famille des mondialistes de la même façon que l'alter-féministe appartiendrait à celle des féministes et l'alter-communiste à celle des communistes»*. Pour quiconque est le moins familier avec ces termes, cette phrase dénote une connerie presque sans borne. Un de nos collaborateurs fit parvenir au *Devoir* une lettre (légèrement modifiée ici) qui ne fut pas publiée.

M. Rioux, [...]

Le terme altermondialisme synthétise les slogans « Pour une autre mondialisation », « Pour une mondialisation à visage humain » et « Un autre monde est possible », lesquels semblent constituer les mots d'ordres de ce mouvement planétaire si difficile à qualifier (notamment parce qu'il rassemble des mouvements qu'on a toujours dissociés: pacifisme, écologie, féminisme, syndicalisme, etc.). Ce terme émane fort probablement de l'organisation ATTAC, qui en use abondamment depuis quelques temps. Il est une tentative claire d'autodéfinition identitaire de la part de citoyens et de groupes qui ont été qualifiés, surtout par les médias de masse, comme des « antimondialistes ». C'est-à-dire des gens opposés au processus de mondialisation tel que le sens commun le définissait après les événements de Seattle en 1999.

En effet, est-il utile de rappeler que, suite à ces événements, ces médias et leurs lecteurs ont subitement découvert qu'il existait un processus nommé « mondialisation » et que des citoyens s'y opposaient. Ce furent donc, selon la logique manichéenne caractéristique des journalistes toujours pressés, des « antimondialistes ». Et parmi la pléiade de groupes et d'individus qui composent ce mouvement social naissant, nombreux furent ceux qui acceptèrent cette dénomination qui, faute de mieux, avait le mérite d'être simple. Or, depuis 1999, les analyses et les discours se sont affinés. La mondialisation fut explicitée: elle est un processus fort ancien qui résulte des grandes explorations (Marco Polo et ses successeurs) et qui consiste en une prise de conscience mondiale des diverses parties de notre petite planète. La globalisation,

quant à elle, peut être comprise comme l'établissement d'un système économique-politique qui relie ces différentes parties. Ces deux termes ne sont donc pas équivalents, contrairement à ce que plusieurs croient.

Quant au mouvement social, il est vite apparu que son unité stratégique et discursive était faible. D'où les revendications éclatées apparaissant parfois sans aucun lien. Il existe pourtant: depuis la montée du néolibéralisme dans les années '80, on assiste à un démantèlement des systèmes de protection sociale dans les pays occidentaux et à un accroissement des inégalités sociales. De même, le nouveau visage du capitalisme, sous des dehors de libéralisation des marchés et d'accroissement de la liberté individuelle, ne fait que pousser les États et les citoyens dans de nouvelles dominations. Ces revendications éparses sont donc en réalité les expressions locales et régionales du même ressentiment des citoyens devant leur perte de pouvoir face à leurs gouvernements nationaux « démocratiquement » élus, lesquels perdent aussi du pouvoir face aux grandes organisations financières et commerciales que sont le FMI, la Banque Mondiale, l'OMC et le G8. Des organisations qui s'auto-proclament « démocratiques » et « au service des peuples », alors que tout le monde sait bien qu'ils sont aux services des intérêts économiques des riches et des puissants. D'où l'illégitimité dont est taxé le G8.

Une définition provisoire des discours altermondialistes

1. L'essentiel des discours altermondialistes se pose dans une perspective d'élimination des situations structurelles et ponctuelles de domination qui mettent en danger la vie humaine (dans ses aspects physiques et sociaux) ainsi que la biosphère. Cela se fait par des revendications pacifistes et écologistes, par des demandes d'application du principe de précaution dans la manipulation du vivant, par des demandes d'accroissement de la démocratie, de l'imputabilité des élus, de la transparence des bureaucraties étatiques, de l'équité femmes-hommes, de l'abolition du racisme institutionnel et du masculinisme réactionnaire, etc.

2. Dans le même ordre d'idées, les discours altermondialistes revendiquent la reconnaissance de la prémi-

nence de la valeur de la vie sur celle du commerce. C'est le fameux slogan « Le monde n'est pas une marchandise ». Cela vise à contrer non seulement les visées économicistes du néolibéralisme, mais aussi les multiples barbaries qui ont cours sur la planète: non-respect des droits humains, famines provoquées par de mauvaises redistributions ou par l'action guerrière, exploitation des travailleurs du Tiers-Monde au profit des États occidentaux, etc.

3. Enfin, il est vrai que ces discours sont « mondialistes »: ils reconnaissent la grande valeur des contacts interculturels pour le développement humain et ils entraperçoivent tous les avantages que l'espèce humaine peut tirer des dialogues et de la coopération entre les peuples. Par contre, ils refusent de se plier à une logique qui nie la sensibilité humaine ou la ravale à une quantité négligeable face à la vision économiciste du monde. Cela dit, il est vrai

qu'il existe de véritables « antimondialistes »: on les retrouve dans les groupes fondamentalistes qui ne jurent que par la tradition, la pureté ethnique, le repli identitaire. Ceux-là, on les connaît et ils n'ont rien à voir avec l'altermondialisme, malgré ce qu'ils peuvent en dire (pour un exemple local, voir le site Internet des « identitaires québécois », www.quebec-radical.com).

En définitive, on pourrait affirmer que l'altermondialisme est un humanisme à l'image de notre monde actuel: fort éclaté et différencié en fonction des intérêts des nombreuses organisations, un mouvement plutôt individualiste malgré ses revendications socialistes, mais néanmoins fortement épris des idéaux de justice sociale, de paix et d'égalité qui ont fondé la modernité occidentale. En ce sens, l'altermondialisme est une actualisation des idéologies progressistes qui tente d'intégrer l'individualisme libéral, le refus libertaire de la hiérarchie et les aspirations collectives du socialisme.

Il devient alors clair que l'altermondialisme constitue à ce jour la seule alternative valable au néolibéralisme triomphant qui cherche systématiquement à ravalier les êtres humains au rang de calculateurs égoïstes qui ne pensent qu'à l'accroissement de leur bien-être personnel au détriment des autres et de la planète.

MARCO SILVESTRO

Offensive antiféministe et paternité virtuelle

DEPUIS QUELQUES ANNÉES déjà, des regroupements d'hommes « masculinistes » se sont formés avec pour objectif d'attaquer sur plusieurs fronts ce qu'ils identifient comme la domination des « féministes ». Un tel vocabulaire laisse présager de la subtilité des propos. Les procédés ne sont pas eux non plus toujours très subtils, certains masculinistes n'hésitant pas à manipuler des sites Internet pour donner plus de force à leurs propos. Ces hommes en colère ont consacré beaucoup de temps, depuis quelques mois, à investir des sites Internet voués à la réflexion et au débat politiques. Le site La Tribu du Verbe (www.latribuduverbe.com), mais aussi le Centre des médias alternatifs du Québec (www.cmaq.net), ont ainsi reçu de grandes quantités de textes reprenant les discours antiféministes des masculinistes. Que ces derniers participent au débat public, soit. Mais encore faut-il se plier à quelques règles fondamentales. Or plusieurs masculinistes n'hésitent pas à avoir recours au mépris et à l'insulte, et ils brillent dans l'art de ramener tous les débats à leur obsession, faisant du coup capoter les discussions diverses qu'encouragent ces sites. Ces masculinistes savent que ces sites constituent des cibles parfaites, car ils fonctionnent sur le mode de l'« open publishing », c'est à dire que quiconque peut directement y publier des textes et des commentaires aux textes déjà publiés. C'est le cas du cmaq. Malgré les principes affichés de ne pas accepter les propos racistes, homophobes et sexistes, les modérateurs ne peuvent déplacer, ou même éventuellement rayer du cyberspace, un texte contenant des propos en rupture avec les principes fondamentaux qu'après qu'il ait été publié. En raison de cette ouverture, des personnes en sont venues à confondre le cmaq et les propos qui se sont retrouvés sur son site, et elles ont lancé un

appel au boycott de l'ensemble du site pour condamner les propos sexistes que quelques personnes y avaient insérés.

Outre ce problème quant au respect des principes du site, un étrange phénomène a commencé à survenir à répétition: des textes de certains masculinistes étaient systématiquement suivis très rapidement par une série de commentaires élogieux ou allant dans la même veine, très souvent signés par des femmes. Un des modérateurs avait lui-même reçu une salve rapprochée de messages injurieux après avoir conseillé aux masculinistes d'aller voir ailleurs. Ces attaques avaient été rédigées et envoyées en l'espace de 14 minutes. La puce électronique à l'oreille, le modérateur a consulté les données du serveur informatique pour constater que dans de nombreux autres cas, les textes initiaux ainsi que les commentaires d'éloges ou de soutien se suivaient de quelques minutes à peine et passaient par le même lien internet, c'est à dire qu'ils provenaient du même poste de travail. Deux hypothèses: (1) ou ce petit groupe est très solidaire, et dès que l'un d'eux – entouré de ses ami-e-s – envoie un texte au cmaq, les autres se relaient tout de suite après au même ordinateur pour envoyer des éloges; ou (2) l'auteur a pris des pseudonymes, dont plusieurs féminins, qu'il utilise pour donner l'impression que ces textes masculinistes s'attirent des éloges diversifiés. Impossible de prouver laquelle des deux hypothèses est la vraie, mais les deux relèvent d'une dynamique politique pour le moins étrange et un peu malsaine. S'il faut retenir l'hypothèse de la paternité virtuelle, toute une série de questions s'offre alors aux penseurs masculinistes: si ces personnes virtuelles ne sont créées que par un seul individu, homme de surcroît, leur manque-t-il un modèle féminin

pour pleinement se développer?; si le père se sépare de son ordinateur, qui du père ou de l'ordinateur obtiendra la garde des personnes virtuelles?; les personnes virtuelles masculines réussiraient-elles moins bien à l'école que les personnes virtuelles féminines?; Denise Bombardier n'est-elle en fait qu'une personne virtuelle? Tout cela sans parler des suicides virtuels, dont le taux est sans doute plus élevé chez les pseudonymes masculins que féminins. Dire que les masculinistes pensaient que les « féministes » ne contrôlaient que l'Occident; il semble pourtant qu'elles dominent également le cyberspace.

FRANCIS DUPUIS-DÉRI
francisdupuisderi@hotmail.com

... COURRIER INSTANTANÉ ... Quel courage

Ce texte de Francis Dupuis-Déri est courageux: enfin un homme féministe qui s'élève contre la dérive masculiniste. Félicitations!

Florence D'Amour

Merci!

Je tiens à remercier Francis Dupuis-Déri, pour avoir fait la lumière sur ce procédé inique et pathétique qu'utilisent certains masculinistes pour tenter de donner plus de force à leurs idées. Ce texte nous aidera à rester vigilant et sceptique...

Fatima Smith-Gagnon

Vive la burka!

Ces masculinistes devraient avoir honte d'utiliser de tels procédés. Et ils devraient se promener en burka pour dissimuler leur honte.

Oussama Ben Laden (propos publiés initialement sur le site de Al-Jazira)

BONNES VACANCES AU VATICAN



Le Show Boréal avec Richard Desjardins et les Zapartistes

Samedi
27 septembre 2003

à 20 h au Medley
1170, rue St-Denis, Montréal

\$25
Billets en vente au Medley
et chez Admission (514) 790-1245

Les profits iront à l'Action Boréale Abitibi-Témiscamingue
et au Réseau québécois des groupes écologistes